

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 10/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MSP MARIMBERT SELF PNEUS**

ZONE INDUSTRIELLE  
Les Grands Prés  
28240 La Loupe

Références : 15431/RAPVI/TTa/IC250099  
Code AIOT : 0100015431

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement MSP MARIMBERT SELF PNEUS implanté ZONE INDUSTRIELLE Les Grands Prés 28240 LA LOUPE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MSP MARIMBERT SELF PNEUS
- ZONE INDUSTRIELLE Les Grands Prés 28240 LA LOUPE
- Code AIOT : 0100015431
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant exerce une activité d'entretien et de réparation de véhicules automobiles légers enregistrée depuis le 10 mai 1996 au registre du commerce et des sociétés.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- VHU

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative (rubrique 2712)	Code de l'environnement du 30/01/2025, article R.512-46-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
3	Requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
4	Entreposage des pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/01/2025, article R.512-46-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative (rubrique 2712)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute personne qui se propose de mettre en service une installation soumise à enregistrement adresse, dans les conditions de la présente sous-section, une demande au préfet du département dans lequel cette installation doit être implantée.[...]</p>
<p><b><u>Constat précédent (du 23 février 2024)</u></b></p> <p>Cet écart réglementaire (<i>exercice d'une activité de VHU sans autorisation administrative préalable</i>) a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 juin 2023 qui impose à l'exploitant de régulariser sa situation administrative :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soit en déposant un dossier d'enregistrement pour son activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicule hors d'usage (VHU) ;</li> <li>• Soit en cessant toute activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage et en procédant à la remise en état du terrain conformément à l'article L.512-7-6 du Code de l'environnement.</li> </ul> <p>Par courrier en date du 18 juillet 2023, l'exploitant a précisé à l'autorité préfectorale qu'il exerce une activité de garage et qu'il a cessé toute activité de VHU. Par ailleurs, l'exploitant mentionne avoir évacué des VHU ainsi que des batteries usagées.</p> <p>L'inspection des installations classées constate effectivement que, par rapport à la précédente visite d'inspection, le nombre de VHU sur l'installation a diminué. Néanmoins, la surface d'entreposage des VHU encore présents sur le site reste supérieure au seuil d'enregistrement de 100 m2 de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. A noter que l'exploitant a signalé qu'il souhaite conserver quelques VHU (valeur sentimentale ou pièce de collection). Dans ce cas, l'inspection des installations classées lui précise la possibilité de conserver une dizaine de VHU maximum de manière à rester en dessous du seuil de classement ICPE.</p> <p><b><u>Demande précédente (du 23 février 2024)</u></b></p> <p>Bien que les prescriptions de la mise en demeure du 06 juin 2023 ne soient pas respectées, mais considérant l'engagement de l'exploitant de finaliser l'évacuation des VHU, l'inspection des installations classées lui demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'identifier les véhicules qu'il souhaite conserver;</li> <li>• de transmettre un plan d'action comportant une liste des véhicules à évacuer en précisant à minima l'immatriculation, la marque et le modèle, un échéancier d'évacuation des VHU ainsi que des pièces issues de cette activité;</li> <li>• de procéder à l'évacuation effective des déchets précités.</li> </ul> <p><b><u>Visite d'inspection et constat du 30 janvier 2025</u></b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il est estimé la présence d'une vingtaine de VHU encore sur place. De plus, il est noté l'absence de dégradation de la situation. Cependant, l'exploitant indique ne pas avoir transmis à l'inspection des installations classées les éléments demandés à l'issue de la précédente visite. Pour rappel, il convient, <b>dans un délai de 7 jours</b>, de transmettre à l'inspection des installations classées les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des véhicules à conserver ;</li> <li>• transmission d'un plan d'action comportant une liste des véhicules à évacuer en précisant à minima l'immatriculation, la marque et le modèle, un échéancier d'évacuation des VHU ainsi que des pièces issues de cette activité;</li> </ul> <p><b>Dans l'attente, l'exploitant veillera à déplacer l'ensemble des VHU non protégés des intempéries dans le hangar situé à l'extrême nord de son site.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, <b>sous 7 jours</b>, les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des véhicules à conserver ;</li> <li>• Transmission d'un plan d'action comportant une liste des véhicules à évacuer en précisant à minima l'immatriculation, la marque et le modèle, un échéancier d'évacuation des VHU ainsi que des pièces issues de cette activité ;</li> <li>• Photographie du déplacement de l'ensemble des VHU non protégés des intempéries dans le Hangar situé à l'extrême nord du site ;</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

## N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées [...].
<b>Constat précédent (du 23 février 2024)</b> Absence de vérification des installations électriques L'exploitant mentionne que des travaux électriques ont été engagés au niveau du bâtiment abritant l'atelier. Néanmoins, il n'est pas en mesure de justifier que les installations électriques de son établissement ont été vérifiées par un organisme agréé et que celles-ci ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion. <u>Demande précédente (du 23 février 2024)</u> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder au contrôle périodique de ses installations électriques et de transmettre le rapport de vérification correspondant.
<b>Visite d'inspection et constat du 30 janvier 2025 :</b> L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de contrôle périodique. Afin d'assurer la sécurité du site et de minimiser autant que possible le risque incendie, il convient de transmettre à l'inspection des installations classées, <b>sous 7 jours</b> , un devis signé et une date d'intervention d'un organisme agréé afin de vérifier les installations électriques du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet, <b>sous 7 jours</b> , un devis signé ainsi qu'une date d'intervention d'un organisme agréé pour la vérification des installations électriques du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

## N° 3 : Requalification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Requalification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique [...] : - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.
<b>Constat précédent (du 23 février 2024)</b> Comme lors de la précédente visite d'inspection, l'exploitant reconnaît que le compresseur d'air n'a pas fait l'objet d'un contrôle de requalification périodique. <u>Demande précédente (du 23 février 2024)</u> Il est demandé à l'exploitant de procéder à la vérification périodique de cet équipement et de transmettre le rapport de vérification correspondant.
<b>Visite d'inspection et constat du 30 janvier 2025</b> L'exploitant indique ne pas avoir réalisé la requalification périodique. Afin de garantir un niveau de sécurité acceptable, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, <b>sous 7 jours</b> , un devis signé et une date d'intervention d'un organisme agréé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet, <b>sous 7 jours</b> , les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Devis signé,</li> <li>• Date d'intervention d'un organisme agréé.</li> </ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

#### N° 4 : Entreposage des pneumatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des pneumatiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m<sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie [...].</p>
<p><b>Constat précédent (du 23 février 2024)</b>  Au jour de la visite, le volume de stockage des pneumatiques usagés est inférieur à 300 m3 et sa hauteur n'excède pas 3 mètres. Cependant, l'inspection des installations classées relève que les conditions de stockage ne permettent pas de prévenir le risque incendie. En effet, les pneumatiques usagés sont empilés devant le local transformateur électrique et en bordure de la voie publique.  Demande précédente (du 23 février 2024)  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à l'évacuation des pneumatiques usagés vers une filière dûment autorisée.</p> <p><b>Visite d'inspection et constat du 30 janvier 2025</b>  L'inspection des installations classées constate que les pneumatiques situés auparavant en bordure de la voie publique ont été évacués. Cependant, le stockage de pneumatique dans le bâtiment principal (atelier de mécanique) n'est pas satisfaisant. En effet, un nombre conséquent de pneumatiques neufs et usagés est stocké de manière anarchique. Cela ne permet pas de réduire convenablement les risques d'incendie. De plus, cela gêne à la bonne évacuation des lieux.  Il est également observé la présence de quelques pneumatiques devant le transformateur électrique.  Afin de remédier à cette situation, l'exploitant évacue <b><u>immédiatement</u></b> les pneumatiques situés devant le transformateur électrique situé au nord de sa propriété. De plus, <b><u>dans un délai de 15 jours</u></b>, l'exploitant évacue les pneumatiques usagés présents dans son atelier et transmet à l'inspection des installations classées une preuve de prise en charge par une filière dûment autorisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, <b><u>sous 15 jours</u></b>, l'élément suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Preuve de prise en charge des pneumatiques usagés par une filière dûment autorisée.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours